

<p>FICHE EVALUATION DU PROJET - N° : ___12007___ Ce rapport justifie les subsides reçus de l'opération 11.11.11 / année : ___2014___</p>
<p>Nom officiel du projet : Synergies Sud-Sud pour abolir la dette et construire un monde basé sur la justice sociale et le respect de la nature Nom de l'organisation membre : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) Nom(s) des partenaire(s) : Réseau CADTM Afrique, Réseau CADTM AYNA et VAK Inde, CADTM Pakistan et ATTAC Japon Régions : Afrique, Amérique, Asie. Pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, République démocratique du Congo, Congo-Brazzaville, Maroc, Tunisie, Argentine, Brésil, Colombie, Equateur, Haïti, Uruguay, Venezuela, Inde, Pakistan, Japon. Endroit spécifique par rapport à une localité connue par exemple la capitale : NON</p>
<p>Thématique(s) abordée(s) réellement :</p> <p>L'annulation de la dette publique du Tiers-monde et la garantie universelle des droits fondamentaux</p> <p><i>Et plus spécifiquement :</i></p> <p>Les institutions financières internationales, les plans d'ajustement structurels, le droit au développement, l'égalité et la justice sociale, le respect de la nature, la souveraineté des peuples, la solidarité internationale, le microcrédit, les accords de partenariat économique, le pillage des ressources naturelles, l'égalité hommes-femmes, les luttes pour l'émancipation des femmes, la justice fiscale, la justice climatique et le respect de l'environnement, les fonds voutours, le CIRDI¹ les politiques économiques néolibérales appliquées au nom de la dette, ...</p>
<p>Dates de début et de fin du projet :</p> <p>De janvier 2013 à décembre 2015</p>
<p>Contexte</p> <p>La formation de l'Institut de Recherche et de Formation d'Amsterdam qui devait se tenir sur trois semaines fin novembre – décembre 2014 a été annulée (indisponibilité des locaux : les travaux d'aménagement en cours ont dû être prolongés à cause du retard pris par l'entrepreneur). Quatre délégué-e-s du réseau CADTM AYNA (2) et Afrique (2) n'ont pu exceptionnellement suivre ce cycle de formation internationale Nord/Sud. Ayant sauvegardé la ligne budgétaire allouée à cette activité, en 2015, nous prévoyons de doubler le nombre de participant-e-s du réseau à cette formation.</p> <p>En Amérique latine et Caraïbes, le verdict de Thomas Griesa (juin 2014), un juge new-yorkais, condamnant l'Argentine à indemniser des fonds voutours a profondément choqué les organisations membres du CADTM AYNA qui ont de ce fait replacé au centre de leur agenda de travail le débat sur le « système dette » et ses conséquences sociales. Le réseau CADTM AYNA a continué à œuvrer sur les axes de travail prévus en 2014 à savoir : la nécessité de suspendre le paiement de la dette publique, d'en réaliser des audits et de renforcer la souveraineté juridique des États. Le lien entre la dette et l'actuel modèle de développement s'est ancré dans cette problématique. Cela a affaibli, en partie, le traitement des autres axes thématiques du CADTM AYNA portant sur les Traités de libre-échange</p>

¹ Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

² Cercle d'Autopromotion pour le Développement Durable (CADD)/Bénin, ATTAC Burkina Faso, Forum National sur la Dette et la Pauvreté (FNDP)/ Côté d'Ivoire, Centre d'Etudes et de Recherche pour l'Intégration Régionale et le

sous toutes leurs formes, le CIRDI et la nouvelle architecture financière régionale.

Objectifs:

Les objectifs visés par le présent programme sont les suivants :

- Renforcer les capacités des partenaires (cf. les associations membres du CADTM Afrique et AYNA) en termes de recherche et de production d'analyses sur la question de la dette et du développement, en lien avec la thématique du genre.
- Renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente.
- Renforcer l'autonomie du réseau CADTM au Sud.
- Augmenter la sensibilisation et la formation des citoyen-ne-s du Sud et du Nord quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers-Monde.
- Augmenter la sensibilisation des médias aux enjeux du droit au développement en relation avec la dette.
- Renforcer l'interpellation des représentant-e-s politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (CEDEAO, FMI, Banque mondiale...) sur la nécessité de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

Bénéficiaires directs:

Les organisations du Sud membres du réseau², les organisations du Sud et du Nord travaillant sur la dette, les mouvements sociaux du Sud et du Nord, les citoyen-ne-s du Sud et du Nord, les parlementaires et mandataires politiques du Nord et du Sud, les représentants des institutions financières internationales et des autres banques de développement, les médias au Sud comme au Nord.

Au vu du profil de nos bénéficiaires, il est très difficile de donner une estimation quantitative précise. En effet, l'objectif stratégique de ce programme est de sensibiliser, de former, de mobiliser et d'interpeller le plus grand nombre de citoyen-ne-s, d'associations, de réseaux, de mouvements sociaux, etc. sur notre thématique. Dès lors, la comptabilisation exacte du nombre de personnes touchées par son action est difficile à établir à l'inverse par exemple, de programmes de promotion de la santé où, en fonction du personnel et du matériel médical disponible, on sait plus ou moins combien de personnes bénéficieront du projet.

Partenariat(s):

Le CADTM Afrique s'est vu renforcé en 2014 de l'adhésion d'ATTAC Gabon. ATTAC Gabon devint officiellement membre du CADTM Afrique lors de son Assemblée Générale de mars 2015.

² Cercle d'Autopromotion pour le Développement Durable (CADD)/Bénin, ATTAC Burkina Faso, Forum National sur la Dette et la Pauvreté (FNDP)/ Côté d'Ivoire, Centre d'Etudes et de Recherche pour l'Intégration Régionale et le Développement de l'Afrique (CERIDA)/Guinée Conakry, Coalition des Alternatives Dette et Développement (CAD-Mali), Réseau pour la promotion de la citoyenneté/Mauritanie, Réseau National Dette et Développement (RNDD)/Niger, CADTM/APROFES Sénégal, ATTAC Togo, NAD (Nouvelles Alternatives pour le Développement)/RDC, CADTM Lubumbashi/RDC, Union des Femmes pour la Dignité Humaine " UFDH"/RDC, CADTM Brazzaville, APASH-Solidaires Pointe Noire/Congo Brazzaville, La Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette au Cameroun (PFIAD)/ Cameroun, ATTAC CADTM Maroc, RAID-CADTM Tunisie, ATTAC Argentine, Auditoria cidadá da dívida/ Brésil, Union nacional de empleados bancarios - UNEB/Colombie, CADTM Equateur, PAPDA - Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif, CADTM Venezuela, Plataforma Descam/Uruguay, VAK - Vikas Adhyayan Kendra/Inde, CADTM Pakistan, ATTAC Japon.

La participation active du CADTM Afrique à la 7^e édition du Forum Social Africain (FSA) à Dakar/Sénégal³ a impulsé un début de partenariat entre le FSA et le CADTM Afrique. Les contributions constructives du CADTM Afrique à la dynamique du FSA durant cette édition de 2014 l'ont amené à participer à des réunions stratégiques sur le renforcement et la pérennité de ce forum social régional les 14 et 15 septembre 2015 à Dakar/Sénégal. A cette occasion, le CADTM Afrique réitéra sa demande d'adhésion au FSA, processus en cours et en bonne voie. Des ateliers co-organisés entre le CADTM Afrique et la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) ainsi qu'avec l'association Survie initièrent des collaborations plus structurelles entre le CADTM Afrique et ces deux organisations. Après le FSA, ces partenariats continuèrent d'être entretenus au travers d'échanges d'informations et de documentaires sur la situation internationale.

Aussi, dans le but d'élargir ses partenariats, le CADTM Afrique a participé au Colloque International « *Regards africains alternatifs sur les questions de sécurité, les conflits et leur gestion en Afrique : le cas du Mali* », tenu à Bamako les 17, 18 et 19 novembre 2014 et organisé par le Forum Civique⁴. Cet événement international a réuni des experts et des spécialistes de questions de sécurité de la sous-région, des chercheurs/euse et acteurs/rices citoyen-ne-s d'Europe, des parlementaires européen-ne-s (Die Linke) mais également des membres du Parlement Européen, des élu-e-s malien-ne-s ainsi que diverses personnalités de la société civile et des syndicats de ce pays.

ATTAC CADTM Maroc en tant que Secrétariat International Partagé (SIP) du CADTM a développé et renforcé ses partenariats avec différents réseaux régionaux et internationaux.

Participation d'ATTAC CADTM Maroc à la rencontre « *Pour la terre et la souveraineté de nos peuples ! Dans la solidarité et dans la lutte !* » de la Via Campesina (mouvement paysan international) des 13 -15 mars 2014 à Agadir/Maroc. ATTAC CADTM Maroc a contribué à la rédaction du communiqué final de cet événement (cf. *La déclaration d'Agadir* <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/rrme-agraire-mainmenu-36/917-declaration-d-agadir>). Lors d'une réunion spécifique tenue entre les deux réseaux, les bases d'un partenariat à long terme furent élaborées : ATTAC CADTM Maroc et la Via Campesina s'engagent : à développer les synergies et la coordination militante, à assurer le suivi de l'actualité et des activités des deux réseaux, à coordonner leurs interventions lors des rencontres et mobilisations internationales (cf. Université d'été des mouvements sociaux/ Paris 19-23 août 2014, FSM/Tunis mars 2015) et à accorder une attention particulière à la dimension internationale de leur action.

Aussi le partenariat avec le réseau international ATTAC fut renforcé durant l'Université d'été des mouvements sociaux d'août 2014. Lors d'une réunion tenue en amont de l'Université, ATTAC CADTM Maroc en collaboration avec les autres associations membres d'ATTAC international se coordonnèrent en vue de leur participation au FSM de 2015 et aux mobilisations autour de la conférence sur le climat de l'ONU à Paris (COP 21) en décembre 2015. Durant cette rencontre, ATTAC CADTM Maroc partagea avec le réseau international des ATTAC ses campagnes contre les accords de libre-échange et la domination de la finance et exposa ses alternatives pour un avenir démocratique, social et écologique.

2014 fut également l'année de la poursuite de la collaboration active d'ATTAC CADTM Maroc à la dynamique du FSM. Un délégué d'ATTAC CADTM Maroc (Brahim Oubaha) participa à la réunion du Conseil International (CI) du FSM d'Hammamet/Tunisie - 31 octobre, 1 et 2 novembre 2014. ATTAC CADTM Maroc est également un acteur d'importance au sein du Forum social Maghreb-Machrek. Il a

³ « *Crises, guerres et interventions militaires extérieures pour le contrôle des ressources : quelles réponses des mouvements sociaux africains ?* » fut le thème central de cette édition.

⁴ Le Forum Civique, est une association malienne qui cherche à promouvoir l'esprit civique et patriotique et à assoir une véritable culture démocratique basée sur le droit à la différence, à l'expression plurielle véritable, à l'esprit de justice et à la tolérance.

participé à la réunion de travail de ce forum qui s'est tenu en marge du CI du FSM, le 31 octobre.

Enfin en 2014, ATTAC CADTM Maroc renforça sa collaboration avec la Marche Mondiale des Femmes (MMF). Une déléguée de l'organisation (Lucile Daumas) se rendit à la rencontre africaine de ce réseau féministe international – Afrique du Sud/ Johannesburg, 18-19 novembre 2014. Suite à cette rencontre, les militant-e-s d'ATTAC CADTM Maroc se sont engagé-e-s à collaborer avec d'autres associations féministes marocaines en vue de la redynamisation la MMF dans ce pays.

Au niveau des organisations membres du CADTM Afrique voici quelques exemples de partenariats nouveaux ou renforcés en 2014 :

La CAD Mali (Coalition des Alternatives Africaines Dette et développement) se vit attribuer par le CI du FSA la fonction d'instance coordinatrice de la participation des mouvements sociaux maliens au FSA de 2014 et également pour les éditions à venir. Lors des réunions de préparation de ce FSA qu'elle animait, la CAD Mali a développé de nombreux nouveaux contacts avec des organisations de la société civile malienne désireuses de s'investir dans le FSA. Certains de ces contacts débouchèrent sur la création de synergies d'actions avec la CAD Mali, d'autres se muèrent en nouvelle adhésion. Ainsi l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) (<http://www.amdhmali.org/>) est devenue membre du Secrétariat National de la CAD-Mali.

La Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette au Cameroun (PFIAD) entretient en 2014 plusieurs partenariats en étant membre de la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile Camerounaise (PLANOSCAM) (<http://planoscam.createaforum.com/>) et partenaire de Dynamique Citoyenne/Réseau de Suivi Indépendant des Politiques Publiques et des Stratégies de Coopération (<http://www.dynamiquecitoyenne.org/>).

ATTAC Togo a rejoint en 2014 le Front Uni contre l' Accord de Partenariat Economique UE-CEDEAO. Ce front Uni regroupe des partis politiques progressistes togolais (PRR/Parti pour le Renouveau et la Rédemption et PA.DE.T/Parti Démocratique des Travailleurs des villes et des campagnes), un syndicat (UNSI/ Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo) et des organisations de la société civile (ATC/Association Togolaises des Consommateurs, SADD/Solidarité et Action pour le Développement Durable, ATTAC-Togo, GRAD/ Groupe de Réflexion et d'Action pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement) togolaise. ATTAC Togo a également durant cette année collaboré avec l'association Nouvelles Alternatives pour le Développement Durable en Afrique (NADDAF) (<http://www.pcv-togo.org/index.php/nos-associations-membres/naddaf>) dans le cadre de la semaine globale d'action contre la dette et les IFI. Ensemble, elles ont organisé un atelier analysant l'évolution de la dette publique togolaise depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE (initiative Pays Pauvres Très Endettés) (<http://cadtm.org/Quatre-ans-apres-le-point-d>). Depuis lors, elles participent mutuellement aux activités et même aux AG organisées respectivement par ATTAC Togo ou par NADDAF. Le partenariat entre ses deux associations semble ainsi bien ancré.

En 2014, le **CADTM AYNA** a poursuivi et renforcé sa collaboration étroite avec Jubileo Sur / Américas et dans certains pays où il a une organisation membre, avec LATINDADD (Exemple : Paulino Núñez (CADTM Venezuela) a participé à Lima à un Forum international organisé par Latindadd et Financial Transparency). Le CADTM AYNA a participé à la campagne « Démanteler le pouvoir des multinationales » (voir entre autres : <http://cadtm.org/Campana-de-Movilizacion-para>) initiée par TNI (Transnational Institute). Dans ce cadre, de nombreuses conférences skype et échanges d'expertise entre les deux réseaux ont eu lieu en 2014.

En 2014, le CADTM-AYNA, par l'intermédiaire de María Elena Saludas, a participé au 13ème séminaire international co-organisé par le CADTM "Dettes et droits humains face aux fonds voutours" au Parlement belge et à des réunions de travail sur ce même thème. Au cours de ces activités, des contacts ont été pris avec EURODAD, le CNCD- 11.11.11, Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging-11.11.11, le Parti Socialiste belge (via deux parlementaires : Olga Zrihen et Ahmed Laaouej qui ont

parrainé le séminaire), l'ambassadeur d'Argentine et aussi du Venezuela.

Quelques exemples de partenariats nouveaux ou renforcés en 2014 par les associations membres du CADTM AYNA

Dans le cadre du séminaire continental du réseau CADTM AYNA "Amérique latine et Caraïbes. Processus d'intégration régionale / Alternatives / Modèles de "Développement" / ressources naturelles et énergétiques / Quel est le cap ?" une articulation s'est opérée entre la **plateforme DESCAM (membre uruguayen du réseau CADTM AYNA)** et la faculté de droit de la république orientale d'Uruguay ainsi qu'avec l'ambassade du Venezuela (tout deux sont de nouveaux partenaires pour DESCAM). Les relations de **DESCAM** se sont approfondies avec : REDES - Amigos de la Tierra (Amis de la terre) (Uruguay) / Comisión Nacional en Defensa del Agua y de la Vida (Commission nationale pour la défense de l'eau et de la vie) / la confédération syndicale uruguayenne PIT-CNT (*Plenario Intersindical de Trabajadores - Convención Nacional de Trabajadores*, Intersyndicale plénière des travailleurs - Convention nationale des travailleurs) entre autres.

En Argentine, de nouveaux partenaires sont apparus suite à la création en juillet 2014 de l'"Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et des biens communs"⁵. Cette Assemblée rassemble des mouvements sociaux, syndicaux, environnementaux et des mouvements de peuples indigènes. Voici les nouveaux partenariats développés par **ATTAC CADTM Argentine** dans le cadre de cette Assemblée : Observatorio Petrolero Sur (OPsur) *Observatoire pétrolier Sud* / Foro Argentina de la Deuda Externa (FADE) *Forum argentin de la dette externe* / Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC) *Union des assemblées citoyennes* / Corriente Nacional Emancipación Sur *Courant national émancipation Sud* / Foro de Lucha por la Soberanía Alimentaria *Forum de lutte pour la souveraineté alimentaire* / Movimiento Emancipador *Mouvement émancipatoire* / Movimiento Popular Patria Grande *Mouvement populaire Patria Grande* / entre autres, pour plus d'informations sur les organisations composant l'Assemblée et collaborant dès lors avec ATTAC/CADTM Argentine, consultez <https://asambleadeudaybienescomunes.wordpress.com/quienes-somos/> Lors de l'organisation d'audiences publiques au Parlement argentin, ATTAC CADTM Argentine a développé ses collaborations avec la Central de Trabajadores de la Argentina *la Centrale des travailleurs argentins* (CTA-Autónoma), l'ATE (*l'association des travailleurs publics*), Dialogo 2000 et Jubileo Sur ainsi qu'avec de multiples acteurs populaires impliqués dans la dynamique de l'Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et ces biens communs mentionnés ci-dessus. La collaboration avec les radios et les programmes de télévision alternatifs s'est également amplifiée : FM - La Tribu / Programa de Radio Al Dorso... <https://www.google.com.ar/#q=Radio+FM+La+tribu+puente+1>

<http://www.aldorso.com.ar/home.html>

Le travail d' ATTAC Argentine avec d'anciens partenaires s'est également renforcé en 2014 ; citons notamment : Diálogo 2000- Jubileo Sur / Fundación de Investigaciones Sociales y Políticas (FISyP) *Fondation pour les recherches sociales et politiques* / Federación Judicial Argentina (FJA) *Fédération Judiciaire argentine* / Central de Trabajadores de la Argentina (CTA) *Centrale des travailleurs argentins*

Au Brésil, l'organisation **Auditoria Ciudadana de la deuda** a avancé dans la constitution de groupes en vue de promouvoir des audits de la dette des gouvernements locaux et régionaux. Elle est parvenue à établir des Comités dans une dizaine d'États⁶. Dans chacun de ces États, elle jouit du soutien et de la

⁵ Pour plus d'informations sur "Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et des biens communs", visitez son site : <https://asambleadeudaybienescomunes.wordpress.com/>

⁶ La République fédérative du Brésil comporte 27 Etats.

collaboration d'autres organisations qui participent à toutes les initiatives programmées. Pour l'ensemble de ces initiatives, elle travaille conjointement avec des mouvements sociaux, syndicaux, des parlements régionaux, des universités.... Pour plus d'informations sur les partenaires de *Auditoria Ciudadana de la deuda* : <http://www.auditoriacidada.org.br/quem-somos/>

La Campagne du CADTM AYNA « *En deuda con los Derechos* (En dette envers les droits humains) » a mené en 2014 en **Colombie** à la formation de la Plateforme citoyenne pour l'audit de la dette colombienne (<http://derechosendeuda.wix.com/plataform>) dont les membres sont d'anciens et de nouveaux partenaires. Parmi les plus importants, citons l'UNEB (Union nationale des employés de banque) et la FENASIBANCOL (Fédération nationale des syndicats bancaires colombiens). Parmi les nouveaux partenaires, on compte quelques organisations fort importantes dans le paysage social colombien telles que le Groupe d'étude sur l'économie digne (GEED) de l'Université nationale, le Groupe interdisciplinaire pour le Développement de la pensée et de l'action de dialogue (GIDPAD) de l'Université San Buenaventura, l'Église évangélique luthérienne de Colombie (IELCO), le Conseil latino-américain des Églises (CLAI), CENSAT Agua Viva, le Groupe de la Octava Papeleta "Voz y voto Por los Derechos".

En 2014, le **CADTM Venezuela** a noué de nouvelles collaborations avec des mouvements sociaux et partis politiques de gauche (cf. Marea Socialista, CCSB, PCV, MAS, PPT entre autres), les principaux syndicats progressistes du pays et la FCEM - Fondation Carlos Escarrá Malavé. Plusieurs mouvements sociaux ont également travaillé avec le CADTM Venezuela durant cette année. Nommons quelques uns d'entre eux : ANMCLA, MST Venezuela (Mouvement des sans-terre Venezuela), Pobladores, Red WADAKA, REDIAH, Frente Nacional de Inquilinos (Front national des locataires), COSONA (Conseil Socialiste National d'Agro- Ecologie), l'Athénée populaire de Caracas, la Fondation Homo et Natura, le Front National paysan Ezequiel Zamora, parmi de nombreux autres.

En Haïti, la campagne latino-américaine et caribéenne pour un « *Haïti libre et souverain, pour le retrait immédiat des troupes d'occupation et la fin de la MINUSTAH* » s'est poursuivie, ce qui a permis à la **PAPDA (Plateforme haïtienne pour le développement alternatif)** de réaliser une articulation avec de nouveaux partenaires tout en renforçant ses liens avec les partenaires déjà existants. Parmi les nouveaux partenaires, citons : le Centre de recherche et d'action pour le développement (CRAD) / un mouvement de femmes : SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes) / des Coopératives telles que RAKPABA (qui regroupent des producteurs de riz) / le mouvement paysan Papay –MPP surtout liés à la lutte contre l'"extractivisme". La PAPDA a simultanément approfondi son travail avec ses anciens partenaires. La plupart d'entre eux ont un champ d'action plus régional. Citons entre autres : Jubileo Sur, Américas JS, A School of the Americas Watch SOAW/Plataforma Interamericana de Derechos Humanos (Plateforme interaméricaine des droits humains), Democracia y Desarrollo (Plateforme interaméricaine des droits de l'homme, démocratie et développement) PIDHDD, la Confederación latino-americana de Organizaciones del Campo (la Confédération latino-américaine des organisations paysannes), CLOC-VC, Economía Política Latinoamericana SEPLA, les mouvements sociaux de l'ALBA, le service Paix et Justice en Amérique latine, l'Observatoire latino-américain de géopolitique, entre autres.

Progrès enregistrés:

Concernant les revendications politiques sous-jacentes ou soutenues par le projet:

Au total, le **Réseau CADTM Afrique** a réalisé en 2014, cinq cadres de dialogue et d'interpellation politique dont un au Togo, trois au Mali, un en République Démocratique du Congo.

Lors d'un forum tenu en septembre 2014 à Lomé, **ATTAC Togo** en partenariat avec le Front Uni contre l'Accord de Partenariat Economique (APE) UE-CEDEAO a mené une interpellation politique des autorités togolaises afin que ces dernières ne signent pas l'APE en cours de négociation. Une lettre

ouverte contenant cette revendication a été envoyée au Président de la République, ainsi qu'au Président en exercice de la CEDEAO. Cet accord de libre échange en facilitant encore plus la pénétration des produits européens en Afrique signe la mort programmée des producteurs africains. ATTAC Togo prône une résistance régionale voire internationale face à cette offensive des multinationales qui enfreignent la souveraineté des peuples et menacent leur avenir. Voir : <http://www.palunion.com/Accord-de-Partenariat-Economique.html>

Au Mali, via son soutien et ses apports analytiques au Ministère de la Justice, initiateur en 2012-2013 d'un projet de loi contre l'enrichissement illicite, la **CAD Mali**, en partenariat avec le Forum des organisations de la société civile, a contribué à l'émergence d'une importante progression juridique ayant des impacts concrets en termes de contrôle effectif des fonds publics et dès lors sur le taux d'endettement du pays. En mai 2014, ce projet de loi contre l'enrichissement illicite a été adopté par les député-e-s à l'unanimité. Il constitue désormais un texte législatif réellement contraignant condamnant la délinquance financière au Mali.

La Commission santé de l'Assemblée Nationale du Mali a abrité le 8 novembre 2014 un cadre de dialogue politique mené sous la conduite de la Coalition des Alternatives Africaine Dette et Développement (CAD Mali). Cette interpellation des parlementaires de la Commission santé et de la Commission finances visait à les convaincre de convoquer très prochainement le gouvernement malien afin que ce dernier s'explique sur les contraintes liées à la mise en œuvre des politiques de gratuité des soins de santé et s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour rendre effective l'accès gratuit aux soins de santé au Mali. Pour consultation de cette journée d'interpellation politique voir : <http://www.cadmali.org/spip.php?article139>

En novembre 2014, la CAD Mali a initié une seconde interpellation politique du Ministère des Finances et de l'Economie sur les fonds de Bruxelles. Cette interpellation politique avait pour objectif de faire l'état des lieux des conditionnalités des dons, subventions et prêts accordés au Mali dans le cadre de sa reconstruction après la crise politico-sécuritaire. Pour la CAD Mali, les prêts camouflés sous le manteau de « dons » ne sont pas de nature à contribuer au développement réel du pays mais vont plutôt l'enfoncer dans l'extrême pauvreté et le maintenir dans la dépendance des pays donateurs. De fait, l'« aide » est composée de nombreux prêts qui alourdissent la dette malienne et est conditionnée au fait que son remboursement soit la priorité absolue du nouveau Gouvernement. Or, pour pouvoir assurer les paiements, ce dernier doit améliorer le « climat des affaires » ; autrement dit privatiser, libéraliser les secteurs stratégiques comme l'eau, l'énergie... Si cette initiative de la CAD Mali n'a pas (encore...) permis d'aboutir sur un geste politique fort condamnant les logiques des fonds de Bruxelles, elle a néanmoins permis d'augmenter la sensibilisation des populations maliennes sur la nature et les conditionnalités liées à ces fonds. Elles ont bien compris qu'il ne s'agissait nullement de dons mais plutôt de prêts illégitimes qui alimentent les intérêts des donateurs et violent la souveraineté et le droit au développement du peuple malien.

Du 10 au 12 Avril 2014, le CENADEP et le Réseau PRODDDES ont organisé les premières rencontres citoyennes de Kinshasa rassemblant plus de 2000 personnes issues des organisations citoyennes de la ville de Kinshasa et des provinces de la RDC. Dans cet espace de débat mais également d'interaction avec les élus locaux et les représentant-e-s des entités territoriales décentralisées, Victor Nzuzi M'Bembe du **Groupe de Réflexion et d'Appui pour la Promotion Rurale (GRAPR)** a dénoncé la caractère illégitime et odieux de la dette congolaise. Il enjoint les citoyen-ne-s à exiger l'audit de la dette afin d'en annuler la part odieuse et de lancer des procédures judiciaires contre les responsables de cet endettement réalisé au détriment des intérêts du peuple.

Pour un compte-rendu de ces journées voir FADOC INFOS n°5 : <http://www.cenadep-asbl.org/images/pdf/fadocinfo5.pdf>

Au cours de la campagne des élections législatives d'octobre 2014, **RAID** a lancé une interpellation politique exigeant la suspension des remboursements, la réalisation d'un audit de la dette tunisienne

et l'annulation de sa part odieuse. Cette action était plus spécifiquement destinée aux candidat-e-s à l'Assemblée des Représentant-e-s du peuple et aux membres du gouvernement tunisien (notamment le ministre des finances et le gouverneur de la banque centrale). En 2015, Raid via un programme d'activités sur l'audit de la dette incluant des mandataires politiques fera en sorte que le projet de loi pour un audit de la dette publique tunisienne soit bel et bien déposé à Assemblée des représentant-e-s du peuple.

En Argentine, la promulgation de la loi du « paiement souverain » instituant entre autres une Commission parlementaire pour auditer la dette a permis à **ATTAC/CADTM Argentine** d'effectuer un plaidoyer politique et un suivi des travaux de cette Commission qui n'a malheureusement pas connu le succès escompté. La création de la Commission bicamérale d'audit de la dette est une réponse à la lutte qui s'organise dans différents secteurs du mouvement populaire argentin contre l'illégitimité de la dette et toutes les régressions sociales qu'elle impose à la population. La mise sur pied de cette Commission a permis à ATTAC/CADTM Argentine en partenariat avec l' « Assemblée pour la suspension du paiement et l'audit de la dette en défense du patrimoine national et des biens communs » de réaliser des audiences publiques à la Chambre des députés. Lors de ces audiences des membres du gouvernement et de l'opposition ont été interpellés sur les agissements des "fonds vautours", sur la nécessité de la suspension des remboursement et la réalisation d'audits intégraux et participatifs de la dette. Suite à cette audience, deux parlementaires du Parti Ouvrier-FIT (Front de Gauche et des Travailleurs) ont informé l'Assemblée qu'ils avaient déposé un projet de loi afin de convoquer un référendum populaire contraignant sur la question de la dette. Si l'initiative est enthousiasmante, elle a cependant malheureusement peu de chance de convaincre le Parlement dans sa composition actuelle. Enfin et surtout, les quatre-vingts délégué-e-s d'organisations sociales, syndicales, politiques, religieuses, environnementales, de défense des droits humains... réunis lors de cette audience ont adopté une déclaration très claire (voir <http://cadtm.org/Argentine-PATRIE-O...>)⁷ qui va tout à fait dans le sens de l'orientation défendue par le CADTM et partagée par Dialogo 2000-Jubiléo Sur Americas. Cette audience fut une activité extrêmement large en terme de représentativité et fort combative sur la question de la dette. Elle a contribué à replacer la contestation du caractère illégitime de la dette dans le champ des débats populaires. Nous verrons en 2015, l'écho de ses retombées en termes de mobilisation sociale.

<http://www.ctacapital.org/audiencia-publica-en-el-congreso-sobre-la-investigacion-de-la-deuda/>

Concernant la dimension genre:

En 2014, l'engagement féministe du réseau a été accentué par l'organisation de deux activités ayant comme point focal le genre et les luttes des femmes. A Ourzazzate/Maroc en avril se sont tenus consécutivement un Séminaire de renforcement des capacités des femmes du CADTM Afrique sur la dette, l'audit et le microcrédit suivi d'une Caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre les microcrédits.

Le Séminaire a permis de former des femmes du CADTM Afrique afin qu'elles deviennent des relais dans leurs propres associations, de renforcer le travail féministe du CADTM Afrique et de lier le combat du CADTM avec les expériences de lutte des victimes des microcrédits. Cette formation s'est clôturée par la tenue d'une réunion de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM (qui s'est dotée d'un plan d'action) et l'amendement d'une déclaration finale élaborée par les participantes de cet événement. (<http://cadtm.org/DECLARATION-FINALE-du-Seminaire-du>)

La Caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre les microcrédits qui a sillonné la région de Ourzazzate pendant près de cinq jours a permis de dévoiler les pratiques abusives des

⁷ Voici quelques-unes de ses revendications majeures : *suspension du paiement et l'audit intégral de la dette, démarrage immédiat des activités de la Commission bicamérale permanente d'enquête sur l'origine et le suivi de la gestion du paiement de la dette; participation sociale et citoyenne aux travaux d'enquête de la Commission et à l'élaboration de ses conclusions.*

institutions de microcrédit dans le pays et en Afrique, de développer la solidarité avec les victimes de la microfinance quant aux violences qu'elles subissent (saisies, tribunaux, prison,...) et à la criminalisation de leurs luttes et de casser leur isolement. Cette caravane a eu un écho important dans la presse tant internationale⁸ que nationale⁹ et locale¹⁰. Elle a été également reprise sur de nombreux sites associatifs. L'appel de solidarité avec les victimes des microcrédits (<http://cadtm.org/Solidarite-avec-les-victimes-des>) a été relayé par plusieurs organisations, dont la Marche Mondiale des femmes (France), Association for women rights in development (awid.org) et d'autres organisations. La caravane a également reçu un message de soutien de la commission genre d'ATTAC France. Enfin, la réaction des pouvoirs publics (barrages sur les routes, fermeture de l'hôtel de Rich qui devait accueillir les caravanières à cette étape) montre que le message est passé, que la sensibilisation était bel et bien au rendez-vous et que les autorités se sont placées du côté des institutions financières et non de celui des populations. La Caravane fut également le sujet d'un film réalisé par Souad Guennoun d'ATTAC CADTM Maroc (<http://cadtm.org/Caravane-Internationale-contre-le>). Sa projection donnera de l'écho supplémentaire et international à cette initiative. Un autre résultat important de cette caravane est la démultiplication des actions de lutte contre le système de microcrédit au sein des pays membres du Réseau CADTM Afrique. Le Séminaire et les expériences et enseignements de la Caravane furent restitués par les participantes aux membres de leurs associations, certaines organisations du CADTM Afrique ont organisé lors de la semaine internationale d'action contre la dette et les institutions financières internationales des activités sur la lutte contre les microcrédits et leurs impacts sur la vie des femmes tandis que d'autres ont entrepris des recherches et analyses sur les liens entre microcrédit, violence faite aux femmes et pauvreté.

Signalons pour finir, l'application volontariste du CADTM Afrique et AYNÀ de la parité hommes-femmes pour la participation aux activités régionales et internationales du réseau CADTM. Ainsi, au Conseil International (CI) du CADTM à Rabat/ Maroc en mars 2014, chaque réseau régional était représenté par un délégué masculin et une déléguée féminine ; participation égalitaire hommes – femmes au séminaire du CADTM AYNÀ de Montevideo et à l'Assemblée annuelle de ce réseau continental, ...

Concernant la dimension environnementale:

La thématique liée à l'environnement est à nouveau bien présente dans ce programme en 2014. Lors de la première université du CADTM Afrique - 21 au 23 mars 2014 à Hammamet/Tunisie, un atelier fut tenu sur les interconnexions entre pillage des ressources naturelles et conflits en Afrique. Durant, l'une des soirées de cette université, une projection-débat autour du film documentaire « L'uranium au Niger » fut également animée. Au Forum Social Africain (FSA) du 15 au 19 octobre 2015 à Dakar, le

⁸ Presse internationale : **Télévision** : Tv5 « *Les marocaines victimes des ratées du microcrédit* » <http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/Terriennes/Dossiers/p-28195-Les-Marocaines-victimes-des-ratees-du-microcredit.htm> **Radio** : Radio France Internationale Emission Là-bas si j'y suis « *Microcrédit, comment se faire des perles avec la sueur des pauvres ? 1 et 2* » http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=2990 <http://www.franceinter.fr/emission-la-bas-si-jy-suis-au-maroc-les-dangers-du-micro-credit>

⁹ Presse nationale marocaine (quelques reprises) : Almaghrib <http://www.almaghribtoday.net/home/pagenews/%D9%8A%D8%A8%D9%8A%D8%AA%D9%8F%D9%88%D9%86%20%D9%81%D9%8A%20%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D9%8E%D8%A7%D8%A1.html>/Telquel « *Ouarzazate. Mobilisation contre le microcrédit* » <http://www.telquel-online.com/content/ouarzazate-mobilisation-contre-le-microcr%C3%A9dit> / Machahid info <http://machahid.info/?p=16446> /Hespress <http://www.hespress.com/societe/192421.html> / Zoom press <http://zoompresse.com/news4352.html> / Libération « *Bras de fer entre Attac et le ministère de l'Intérieur* » http://www.libe.ma/Bras-de-fer-entre-Attac-et-le-ministere-de-l-Interieur_a49640.html

¹⁰ Presse locale marocaine (quelques exemples) : Richilix <http://richilix.com/news-action-show-id-584.htm/> Inezganepress <http://www.inezganepress.com/?p=17253> / Dades infos <http://www.dades-infos.com/?p=17391/> / Souss 24 <http://www.souss24.com/104985.html> /Tinejdad info <http://www.tinejdad.info/neighborly/6192.html> / Fespress <http://fespress.net/news7269.html/> Tamazirt press <http://www.tamazirtpress.net/news8817.html>

Réseau CADTM Afrique a animé un atelier sur la thématique environnementale : «*Comment l'Afrique doit-elle se réapproprier ses ressources naturelles après tant d'années de pillage ?*». En outre, le **RNDD Niger**, membre du CADTM Afrique, a produit en 2014 une étude sur l'analyse des risques liés à l'exploitation minière sur l'environnement et sur la santé des ex miniers d'Arlit au Niger: cas des ex travailleurs d'AREVA (http://rndd.free.fr/IMG/pdf/Etude_Areva_corrige_1.pdf)

Le lien entre la dette et le modèle productif a été également été approfondi au sein du CADTM AYNA en 2014. En Argentine, avec la création de l'Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et des biens communs, des liens ont été initiés avec des mouvements sociaux locaux qui luttent pour la défense de l'environnement (voir partie partenariat). De plus, au cours du séminaire international de Montevideo, le CADTM AYNA a développé dimension suivante : "*Amérique latine et les Caraïbes. Processus d'intégration régionale / Alternatives / Modèles de "Développement" / ressources naturelles et énergétiques / Quel est le cap ?*"

L'impact de l'environnement dans le programme se traduit également par l'organisation de plusieurs activités du réseau de façon consécutive (cf. programme d'activités du CADTM Afrique à Ourzazate et du CADTM AYNA en Argentine). Une autre mesure pour minimiser l'impact écologique des déplacements des délégué-e-s consiste à profiter de la présence de plusieurs membres du réseau en un endroit pour organiser un maximum de réunions d'échanges, de discussions et de prises de décisions (cf. réunion de la Coordination du CADTM AYNA en amont de son Séminaire continental en Uruguay même logique pour la réunion de la Coordination du CADTM Afrique avant la tenue de sa première Université d'été en Tunisie et après le FSA, organisation du CI du CADTM au Maroc juste avant le Séminaire de renforcement des femmes du CADTM Afrique et de la Caravane de solidarité avec les victimes des microcrédits)

Concernant la durabilité:

- La nature des organisations membres du CADTM Afrique et AYNA qui sont depuis plusieurs années actives sur le terrain, avec une certaine expérience et un enracinement social témoigne du caractère viable et durable de leur action. Elle constitue une garantie pour la viabilité et la durabilité des réseaux continentaux du CADTM ;
- Le renforcement des coordinations régionales du CADTM concourt à la durabilité et à la stabilisation de ces structures qui en planifiant et en organisant les différentes activités à mener assurent la viabilité du réseau « Sud » et la réalisation de ses différents projets financés en partie dans le cadre de ce programme. En 2014, la coordination des réseaux CADTM Afrique et AYNA continua à être supportée par le travail d'un-e secrétaire rémunéré-e à temps partiel et par la tenue régulière de réunions des coordinations régionales. Une communication continue via une "mailing list" CADTM Afrique et CADTM Ayna consolide également les coordinations régionales qui en Amérique latine sont de surcroît soutenues par des réunions mensuelles entre ses membres sur Skype ;
- En 2014, l'accompagnement du transfert du Secrétariat International Partagé (SIP) du CADTM qui renforce le poids du Sud dans le réseau tout en assurant une plus forte synergie Sud-Sud et la tenue de la première réunion du Conseil International (CI) du CADTM qui travaille à soutenir et à renforcer la collaboration entre les réseaux continentaux ont tout deux participé à assurer la pérennisation du réseau « Sud » ;
- Les synergies envisagées à l'intérieur du CADTM lors d'activités communes permettent aux membres du Sud de mieux se connaître, d'échanger mais aussi de préparer et de coordonner les activités régionales et internationales. En 2014, le maintien de multiples espaces où ces échanges et réflexions collectives ont pu se tenir (cf. tenue de première Université d'été du CADTM Afrique, du CI du CADTM, de la rencontre annuelle du CADTM AYNA, du Séminaire de renforcement des femmes du CADTM Afrique, de la Caravane internationale de solidarité avec les victimes des microcrédits auxquels en plus des déléguées du CADTM Afrique ont

participé des membres du CADTM Belgique, du CADTM France mais aussi María Elena Saludas (ATTAC/CADTM Argentine / Secrétaire du CADTM AYNA), notons enfin la participation de membres du CADTM Belgique aux réunions mensuelles de la coordination du CADTM AYNA) a contribué à une augmentation de ces synergies participant à la durabilité du présent programme ;

- Le renouvellement générationnel et une rotation des personnes assurant des responsabilités au sein des réseaux « Sud » accompagné d'une transmission effective des savoirs, pratiques et compétences est un gage de viabilité et de pérennité du CADTM Afrique et AYNA. Les membres des réseaux continentaux essaient au maximum lors de leur participation à des activités du CADTM de se faire accompagner par un-e membre plus jeune ou se font remplacer. La participation des jeunes et des femmes à des formations, à la planification et à l'organisation d'activités ainsi que l'octroi de responsabilités de « porte-paroles » des analyses et prises de positions du réseau contribuent à cette dynamique ;
- En 2014, les réseaux continentaux ont continué à diversifier leurs sources de financements devant leur assurer une plus grande indépendance financière et ainsi renforcer leur pérennité. Durant cette année, ATTAC CADTM Maroc a pu mobiliser auprès de la Fondation Rosa Luxembourg un fonds qui financé à 50% le séminaire de renforcement des femmes du CADTM Afrique et la caravane internationale de solidarité aux victimes de microcrédit. Le CADTM Afrique également entretient des relations continues avec cette fondation. Des membres de sa coordination ont rencontré des représentants de la fondation Rosa Luxembourg lors du FSA de Dakar. En 2014, des contacts ont aussi été pris avec la Fondation Konrad Adenauer et Frederich Ebert (des perspectives de financements ponctuels sembleraient se dessiner de la part de la Fondation Frederich-Ebert). Le CADTM Afrique continue ses démarches pour pouvoir rencontrer les responsables de ces deux Fondations.

Du côté du CADTM AYNA, chaque organisation membre réalise de la recherche de fonds dans son propre pays pour mener à bien ses activités et les activités du réseau. En 2014, DESCAM (membre du CADTM en Uruguay) a financé une partie des activités du Séminaire international et de l'Assemblée du CADTM AYNA dont il était hôte grâce à de l'autofinancement et par le biais de dons privés. Lorsque leur participation à une activité nécessite un déplacement, dans la mesure du possible, les membres du CADTM AYNA recherchent des subsides (partiels ou intégraux) pour prendre en charge les frais liés à leur voyage.

De façon synthétique : actions concrètes réalisées:

- **Mise en place effective du Secrétariat international partagé (SIP)** entre le CADTM/Belgique et ATTAC CADTM Maroc avec un cahier des charges précis pour chacune des deux organisations ;
- **Tenue de la première réunion du Conseil international (CI) du CADTM** en avril 2014 à Rabat/ Maroc. Le CI a pour finalité première de permettre une meilleure coordination internationale entre les organisations membres du réseau CADTM ;
- **Renforcement des Coordinations CADTM Afrique et CADTM Amérique latine (AYNA)** via la rémunération d'un-e Secrétaire régionale mi-temps, la location d'un local de travail et la prise en charge des frais tél. et Internet pour le CADTM Afrique et l'organisation des réunions de travail des coordinations régionales. Notons qu'en Amérique latine se tiennent régulièrement des réunions skype entre les membres de la coordination CADTM AYNA afin d'en renforcer le travail et suivi. La Coordination du CADTM Afrique s'est rencontrée lors de l'Université d'été du réseau d'Hammamet en mars 2014 et à l'occasion du Forum Social Africain d'octobre tandis que la réunion de la coordination du CADTM AYNA s'est tenue en amont du

Séminaire continental du réseau également en octobre à Montévidéo/Uruguay ;

- **Promotion et diffusion du « Manuel d'audit de la dette - Expériences et méthodes »** lors de chacune des activités en 2014 du CADTM AYNA. Ce Manuel coordonné par Maria Lucia Fattorelli (Audit citoyen de la dette au Brésil, membre du CADTM) et co-édité par le CETIM et le CADTM a été traduit en français, en portugais, en anglais et est disponible en accès libre sur le site du CADTM (http://cadtm.org/IMG/pdf/Audit_Livre_FRANCAIS-1.pdf). Une traduction en arabe est envisagée ;
- **Soutenir l'avancement des audits de la dette dans les pays du réseau CADTM Afrique.** Au Mali cela s'est concrétisé par une visite de travail de Renaud Vivien, Co-Secrétaire général du CADTM Belgique. Cette mission avait pour objectifs de renforcer les connaissances des activistes de la CAD Mali sur les paramètres et mécanismes du « système dette » et sur la construction d'argumentaires juridiques pour soutenir l'audit citoyen de la dette déjà amorcé par l'association. En Tunisie, Raid a poursuivi son travail sur l'audit en diffusant activement le « Manuel pour des audits de la dette du Tiers Monde. Menons l'enquête sur la dette ! » (traduit en arabe par des militants-e-s de Raid http://cadtm.org/IMG/pdf/Livre_audit_arabe.pdf), en réalisant des émissions de radio et de télévision ainsi que quelques conférences-débats le tout en vue de donner au maximum de l'écho aux arguments démontrant la nécessité et l'urgence pour les populations de réaliser un audit intégral de la dette tunisienne ;
- **Organisation du séminaire continental du réseau CADTM AYNA** « Amérique latine et Caraïbe. Processus d'intégration continentale / Alternatives / Modèles de "développement" / ressources naturelles et énergétiques/ Vers quoi allons-nous? », Octobre 2014, Montevideo/Uruguay. Suivi le lendemain d'une conférence publique « Dette publique globale, droit international, droits humains au 21e siècle » réalisée dans la salle académique de l'université de Montevideo.
- **Organisation de la première Université du Réseau CADTM Afrique** « Pour une Afrique libérée de la dette » les 21 et 22 mars 2014 à Hammamet/Tunisie
- **Participation d'un délégué du CADTM Afrique (Brahim Oubaha) à la réunion du Conseil international du FSM** à Hammamet en Tunisie les 31 octobre, 1 et 2 novembre 2014.
- **Publication coordonnée d'articles** sur le site internet hispanophone du CADTM : <http://cadtm.org/Espanol> et réalisation hebdomadaire d'un bulletin en espagnol synthétisant les articles et informations parus sur le site durant la semaine. Ce bulletin est envoyé aux membres du CADTM AYNA via une liste de diffusion interne et diffusé sur Facebook
- **Publication des « Chiffres de la dette 2015 »**, novembre 2014. Sa traduction en espagnol, portugais, anglais et peut-être arabe est prévue pour 2015.
- **Organisation d'audiences publiques au Parlement argentin**, d'entretiens multiples, de rencontres avec les mouvements et les syndicats (CTA-AUTÓNOMA), avec la Fédération judiciaire argentine (FJA) et la FISyP (Fondation de recherches sociales et politiques), le tout avec la participation d'Éric Toussaint en vue de renforcer la Campagne populaire de l'« Assemblée pour la suspension du paiement et l'audit de la dette en défense du patrimoine national et des biens communs »¹¹. Octobre-Novembre 2014, Argentine. Ce programme dense d'activités a connu un très bon impact médiatique¹². Il fut précédé d'un communiqué de presse

¹¹ Cette « Assemblée » revendique la suspension des remboursements et la réalisation d'un audit intégral de la dette publique argentine qui permette d'en identifier la part odieuse, non viable et illégale.

¹² *Il Tiempo Argentino* <http://tiempo.infonews.com/nota/134949/los-buitres-son-la-vanguardia-de-la-politica-exterior-de-ee-uu>, *Página12* <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-256349-2014-09-28.html> [20]), *Buenos*

du CADTM AYNA (<http://cadtm.org/El-CADTM-anima-a-Argentina-a>) encourageant l'Argentine à suivre l'exemple de l'audit de la dette équatorienne et à se réappropriier la doctrine Calvo.

- **Renforcement de l'impact médiatique du CADTM Afrique.** En 2014, le réseau CADTM Afrique a produit pas moins de 7 communiqués de presse, 3 conférences de presse, ses membres ont fait l'objet de 4 interviews et ont participé à 4 débats télévisé¹³;
- **Organisation du Séminaire de Renforcement des femmes du CADTM Afrique « Dette, audit et microcrédit »** du 21 au 24 avril 2014 à Ourzazatte/Maroc et de la **Caravane internationale de solidarité avec les victimes des microcrédits** du 24 au 27 avril 2014 également à Ouarzazate ;
- **Participation du CADTM Afrique au Forum Social Africain à Dakar** du 15 au 19 octobre Dakar/Sénégal ; [Forum Social Africain à Dakar \(15-19 octobre 2014\)](#)

Aires Herald <http://www.buenosairesherald.com/article/172508/%E2%80%98Argentina-must-audit-the-debt-taken-between-1976-and-2013%E2%80%99>, *Télam*, agence de presse officielle, <http://www.telam.com.ar/notas/201410/81807-la-deuda-argentina-es-ilegal-ilegitima-odiosa-e-insostenible.html>
Internacional. <http://cadtm.org/Deudas-soberanas-y-capitalismo>, *Radio Nacional Argentina* <http://cadtm.org/Es-posible-desobedecer-a-los> *Diario Buenos Aires* <http://www.diariobuenosaires.com.ar/nota2.asp?IDNoticia=42760>
; <http://www.analisisdigital.com.ar/noticias.php?ed=1&di=0&no=209815> *La Red/FM 88.3*
<http://www.laredlarioja.com.ar/noticia.php?id=2907&PHPSESSID=ccc970df49ca98abfa7cb631d7f06c4f#ViorTaTl-2x> *Radio Esencia* <http://www.amesencia.com.ar/>

¹³ Voici quelques références (non exhaustives) attestant la progression de la visibilité médiatique du CADTM Afrique :
<http://cadtm.org/Communique-de-presse-du-CADTM>
<http://cadtm.org/Entretien-avec-Jean-Marc-Bikoko-L>
<http://cadtm.org/Le-Forum-Social-Mondial-appartient>
<http://www.journaldumali.com/article.php?aid=7911%E2%80%A8%E2%80%A8-http://maliactu.info/societe/le-sommet-us-afrique-vu-de-bamako>
<http://cadtm.org/La-CAD-Mali-exige-la-fin-des>
<http://www.maliweb.net/economie/banque-mond-fmi/gouvernance-au-mali-fmi-invite-gouvernement-faire-transactions-saines-515702.html>

Processus d'évaluation:

Obstacles rencontrés:

Notons en préambule que la difficulté principale tient à l'insuffisance de moyens matériels et financiers. Comme cela avait déjà été le cas pour les deux programmes Partenaires antérieurs financés par le CNCD, si le subside octroyé a été l'occasion d'un saut qualitatif par rapports aux programmes précédents, le montant total affecté n'a pas permis de financer l'ensemble des activités budgétisées. Le Programme triennal tel qu'il avait été élaboré début 2013 prévoyait un budget annuel de 100.000€ (45.000€ provenant de l'Opération 11.11.11., 45.000€ du doublement WBI et 10.000€ du CADTM Belgique). Les sommes octroyées par le CNCD et WBI représentant en 2014 38.352,96€, il a fallu comme pour l'année précédente opérer un choix parmi les activités budgétisées. Pour dépasser cet obstacle financier à la réalisation des activités, les réseaux CADTM Afrique et AYNA s'engagent dans des processus de diversification de leurs financements. Des avancées ont été enregistrées (voir Infra).

- Annulation par manque de financement du Séminaire des mouvements sociaux qui devait se tenir au Brésil. Pour contrer la non tenue de ce séminaire, le CADTM Afrique a réalisé des démarches auprès de la Fondation Rosa Luxembourg qui in fine n'ont pas débouchés sur l'obtention de subsides suffisants. L'objectif consistait à organiser cette rencontre en amont du FSM de Tunis de 2015. Parallèlement à cette carence de financement, il faut également relever la faiblesse de l'investissement des organisations membres de l'Assemblée des mouvements sociaux. Beaucoup sont prises par d'autres priorités et certaines d'entre elles ont vu leur motivation décroître suite aux évènements qui ont entaché le bon déroulement de l'Assemblée lors du FSM de 2013¹⁴ ;
- Des difficultés imputables à l'absence d'expérience en termes de coordination de travail international, à des carences de financement et de personnel administratif mais aussi résultant d'une répression politique s'exerçant sans relâche entravent ATTAC CADTM Maroc dans la réalisation de ses tâches de SIP du réseau. Face à ce constat réalisé collectivement lors du CI du CADTM en avril à Rabat, il a été décidé de mettre en place un cycle de formation à destination des membres d'ATTAC CADTM Maroc. Pauline Imbach du CADTM Belgique et Claude Quemar du CADTM France ont animé un programme formatif qui permette aux participant-e-s de comprendre les événements à l'échelle mondiale, les mécanismes de la dette et de la domination ainsi que de s'approprier les alternatives proposées par le CADTM. Des outils pratiques de gestion au sein du réseau, d'organisation d'événements, de gérance de budgets ainsi que des outils pédagogiques sur le « système dette » faisaient également partie intégrante de cette formation. L'objectif étant à terme de renforcer les compétences d'ATTAC CADTM Maroc afin que l'association soit en pleine capacité pour assurer sa fonction de SIP.
- Difficultés quant à l'avancement des audits de la dette dans les pays du réseau CADTM Afrique.

Alors que l'audit de la dette malienne était également soutenu par un financement d'Oxfam Novib, en 2014, ce partenaire technique et financier a décidé, suite à une réorganisation de ses domaines d'intervention, de ne plus lui accorder de subside. A cet obstacle financier s'ajoute les

¹⁴ Pour plus d'infos à ce sujet voir : Mise au point sur le déroulement de l'assemblée mondiale des mouvements sociaux tenue à Tunis le 29 mars 2013 sur <http://cadtm.org/Declaration-finale-de-l-Assemblee>

difficultés dues à la crise politico-sécuritaire que le pays traverse depuis mars 2012. Notons qu'en dépit de ces entraves significatives, la CAD Mali poursuit son travail sur l'audit de la dette (voir séances de renforcement de ses membres sur cette thématique décrites ci-dessus).

En Tunisie, faute de financements suffisants, la campagne pour la suspension du paiement de la dette et la réalisation d'un audit lancée par Raid en 2011 a pris du retard. En 2014, les objectifs ont dû être révisés et réduits. La rédaction d'un livre sur la dette remplace l'ambition initiale d'éditer deux ouvrages (un livre sur l'audit et un autre sur la dette tunisienne) et une brochure de vulgarisation. A côté des problèmes d'ordre financier, l'association pointe : la difficulté de faire en sorte que les mouvements populaires tunisiens s'approprient la question de la dette, le refus total du pouvoir en place d'envisager toute gestion alternative de la dette (cf. qui n'aille pas dans le sens de son remboursement) et enfin, le fait que les partis politiques et associations tunisiennes favorables à la suspension des paiements et à la réalisation d'un audit - au vu de la quantité des défis et luttes qu'ils ont à mener (cf. échéances électorales, lutte contre le terrorisme, luttes pour les libertés fondamentales, etc.) - ne parviennent pas à faire de la question de la dette un point central de leur action politique. Cependant, là aussi Raid n'abandonne pas son projet sur l'audit. Il compte réaliser une exposition mobile de 20 portraits de tunisiennes et de tunisiens autour du thème de la dette et de l'audit, éditer le livre sur la dette cité ci-dessus et concentrer son énergie afin de remettre à l'agenda du monde politique tunisien le projet de loi pour la constitution de la Commission d'audit.

- Non tenue d'une rencontre annuelle du CADTM Asie. Le CADTM Asie du Sud avec trois organisations membres (cf. CADTM Pakistan, VAK en Inde et ATTAC Japon) est encore malheureusement cette année resté en marge du travail du réseau international. Par faute de dynamique collective suffisante entre les associations qui le compose, il n'a pas pu organiser de rencontre annuelle. Le SIP du CADTM espère que les conditions seront réunies pour assurer une réunion du CADTM Asie en 2015 ;
- Les autorités politiques et la police locale de la région de Ourzazatte ont à plusieurs reprises tenté de boycotter la Caravane internationale de solidarité avec les victimes des microcrédits. Alors que l'Hotel de ville de Ourzazatte devait accueillir le lancement de cette initiative, les participant-e-s, sympathisant-e-s et victimes directes des microcrédits se sont retrouvés devant des portes closes. Aussi durant les étapes en voiture entre les différents villages du parcours de la caravane de nombreux contrôles policiers ont entravé son bon déroulement. Enfin, lors d'une étape à Rich, la délégation internationale et les caravanières n'ont pu trouver de logement alors que ce dernier avait été réservé et même payé (l'hôtelier avait reçu un appel du gouverneur de la province lui interdisant d'ouvrir son établissement). A chacun de ses obstacles, les participant-e-s ont répondu par des mobilisations publiques dénonçant la collusion des pouvoirs publics et de la finance aussi micro soit-elle. Si ces actions ont abouti à l'ouverture des portes de l'hôtel de ville, elles n'ont pas donné accès à l'hôtel de l'étape de Rich. Les participant-e-s de la caravane ont dû dormir dehors... La répression qu'a connue la Caravane est à mettre en lien avec celle qui s'exerce à l'encontre des mouvements sociaux en général et d'ATTAC CADTM Maroc plus spécifiquement ;
- La participation des organisations membres des réseaux CADTM Afrique et AYNA aux activités est fréquemment déforcée à cause d'une politique restrictive en matière de visas. C'est pourquoi, le réseau tient le plus souvent ses activités internationales en dehors de l'Europe forteresse (cf. Conseil international du CADTM à Rabat/Maroc en avril) et anticipe au maximum la venue des délégué-e-s afin qu'ils/elles puissent faire toutes les démarches

- nécessaires à l'obtention des visas et autres documents leur permettant de voyager ;
- En raison de connexions internet défaillantes ou inexistantes, la communication au sein du réseau CADTM Afrique n'est pas toujours des plus efficaces. Cela génère un manque de réactivité à l'actualité du réseau et une participation inégale des associations membres à la conception et à la réalisation des activités. Lorsqu'une réaction par mail se fait attendre, la coordination CADTM Afrique y supplée en utilisant les appels téléphoniques qui permettent la plupart du temps de débloquer la situation ;
 - Malgré la volonté du CADTM Afrique et AYNNA de mettre en pratique l'égalité de genre autant dans leur fonctionnement que pour la participation à des activités régionales ou internationales du réseau ou auxquelles le réseau participe, celle-ci n'est malheureusement pas toujours réellement d'application. Aussi, la prise en compte de la thématique des féminismes et des luttes des femmes n'est pas systématique dans les analyses des réseaux continentaux du CADTM. L'important travail fourni par la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM et sa reconnaissance par le réseau contribuent cependant à renforcer l'engagement féministe du CADTM dans ses pratiques et analyses. L'effectivité de cet engagement est un processus qui demande travail et suivi mais qui progresse positivement dans son ensemble.

Méthodologie:

En 2014, la **coordination du CADTM Afrique** a lancé une procédure de recrutement d'un évaluateur pour le programme triennal 2013-2015. En 2015, l'évaluateur a été engagé et le processus d'évaluation est en cours.

Généralement après chacune de ses activités, le CADTM Afrique tient une évaluation à chaud dégageant ses forces et faiblesses. Des recommandations d'améliorations pour les futures activités sont élaborées.

Voici quelques uns des éléments identifiés lors de l'évaluation consécutive à la première université d'été du CADTM Afrique :

Faiblesses:

Retard dans l'organisation de l'université et dans la désignation des intervenant-e-s. Il a empêché la diffusion et le partage en amont de l'événement des exposés. Une faible implication des organisations membres du CADTM Afrique dans l'organisation logistique des activités fut également soulignée.

Perspectives:

Création d'un conseil scientifique au sein du CADTM Afrique. Aussi désormais, pour chaque activité à venir du réseau : désignation par les organisations membres de trois personnes en plus du/de la responsable principal-e de l'activité pour en optimiser l'organisation et le suivi.

Présentation non exhaustive des constats réalisés par les participantes au séminaire de renforcement des capacités des femmes du CADTM Afrique :

Cette formation a été très riche, tant sur le plan des apports théoriques et analytiques que sur le lien réalisé avec les luttes concrètes, notamment sur la question des microcrédits. La participation de femmes venues de quinze pays et de trois continents a donné à ce séminaire une qualité dans la diversité des approches, des expériences et des cultures en présence et a permis un échange très fructueux et productif. Les participantes ont pu s'approprier les thématiques de la dette et du microcrédit, en relation avec leur expérience de femmes. Elles repartent avec une vision plus claire de leurs mécanismes, une volonté de devenir des relais sur ces questions auprès des organisations et des femmes de leurs pays respectifs. Elles amènent avec elles un agenda de travail et de mobilisations qui leur permettra de renforcer leurs luttes. La conclusion de cette évaluation est limpide : il faut continuer ! Il faut renouveler ce type de formation ! Le lieu du futur séminaire de renforcement des

capacités des femmes du CADTM Afrique a déjà été acté : il sera organisé par la CAD Mali.

A l'instar des années précédentes, **les membres du CADTM AYNA** ont procédé à l'évaluation des activités du réseau lors de leur Assemblée annuelle d'octobre 2014 à Montevideo/Uruguay. Ils ont collectivement analysé les réalisations du CADTM AYNA relatives aux thématiques travaillées en 2014 : problématique de la dette publique par pays membres du réseau, la dynamique des audits intégraux et participatifs de la dette, les liens entre dette et modèle actuel de "développement", réflexions autour des alternatives à mettre en place et des processus d'intégration régionale à promouvoir. L'évaluation s'est réalisée selon trois critères: le fonctionnement de la Coordination du CADTM AYNA, l'analyse de la production et l'organisation d'activités.

- Fonctionnement de la coordination du CADTM AYNA

Poursuivant l'évolution constatée en 2013, la coordination s'est renforcée et améliorée grâce entre autres à l'organisation mensuelle de conférences Skype. Pour rappel, lors de ces réunions sont discutées les initiatives menées au niveau national ainsi que la position du réseau sur des thèmes liés à la conjoncture régionale. Sont également décidées la participation et l'organisation des activités à venir.

- Analyse de la Production

En 2014, le CADTM AYNA a confirmé la tendance observée l'année précédente : il a augmenté le nombre de ses productions. Il lui faut cependant encore diversifier leurs contenus afin de refléter la multiplicité des luttes que soutient le réseau en Amérique latine. Le CADTM AYNA doit approfondir la thématique genre, nouer des liens plus étroits avec les mouvements et les organisations de femmes et travailler avec elles, de façon transversale, sur le thème de la dette.

- L'organisation des activités

Le CADTM AYNA a encore progressé dans ce domaine en 2014. Il a consolidé ses mécanismes et son expérience pour planifier et mener à bien ses activités dans différents pays de la région. En 2014, le défi a été d'organiser la réunion annuelle du CADTM AYNA à Montevideo en Uruguay. Ce fut la première fois que le réseau tenait une activité de dimension régionale dans ce pays. Quelques problèmes administratifs ont surgi, notamment liés aux réservations et à l'achat de billets d'avion. Pour l'avenir, le réseau se doit d'être plus efficace, de plus anticiper les contretemps et difficultés liées à ce travail logistique assurant le transport des délégué-e-s pour optimiser ses ressources financières et humaines.

Aussi, le **processus du SIP a été évalué** par les membres du CI lors de leur rencontre à Rabat (Voir infra « obstacles rencontrés » se rapportant à ATTAC CADTM Maroc)

Pour en savoir plus :

<http://cadtm.org/Microcredit-Pour-une-poignee-de>

<http://cadtm.org/Premiere-journee-du-Seminaire-du>

<http://cadtm.org/Seminaire-du-CADTM-Afrique-Femmes>

<http://cadtm.org/Caravane-internationale-de>

<http://cadtm.org/Premiere-universite-du-CADTM>

<http://www.cadmali.org/spip.php?article134>

<http://cadtm.org/Le-CADTM-appelle-les>

<http://cadtm.org/La-CAD-Mali-exige-la-fin-des>

<http://cadtm.org/Desendeudamiento-y-re>

<http://cadtm.org/Argentina-Eric-Toussaint-sobre-la>

<http://cadtm.org/Argentina-exitosa-Audiencia>

<http://cadtm.org/La-devaluacion-del-peso-argentino>

<http://cadtm.org/Bonos-de-deuda-CIADI-Tribunal-de>

<http://cadtm.org/Argentina-la-Corte-de-Justicia>

<http://cadtm.org/Carta-a-Rafael-Correa-Presidente>

<http://cadtm.org/Maria-Lucia-Fattorelli-el-sistema>

<http://cadtm.org/America-Latina-y-el-Caribe>

<http://elmuertoquehabla.blogspot.com.ar/2014/10/seminario-internacional-del-comite-para.html>

<http://cadtm.org/Argentina-exitosa-Audiencia>

<http://cadtm.org/Argentina-algunas-noticias>

Personne de contact christine@cadtm.org

Visite du partenaire local en Belgique

Du 11 au 13 septembre 2014, 4 femmes du CADTM Afrique ont participé aux Rencontres d'été du CADTM Belgique¹⁵: Elles sont intervenues dans l'atelier « *Dégage, microcrédit, dégage ! Les femmes unissent leurs luttes, résistances et alternatives* » et lors d'une soirée-débat du CADTM Bruxelles (<http://cadtm.org/Microcredit-en-controverses>). Aussi Emilie Achaka en octobre 2014 est intervenue à une soirée-débat sur la thématique de dérives de la microfinance à l'Université de Mons. Cette soirée était co-organisée par le CADTM, le CNCND et SOS Faim.

En 2014, le CADTM-AYNA, par l'intermédiaire de María Elena Saludas, a participé au 13ème séminaire international co-organisé par le CADTM "*Dettes et droits humains face aux fonds vauours*" (<http://cadtm.org/Que-peuvent-faire-les-Etats-pour>) au Parlement belge et à des réunions de travail sur ce même thème.

¹⁵ Il s'agissait de Ninon N'Kulu Fatuma de l'ONG AMSEL/ CADTM/ Lubumbashi de la RDC, de Tamadaho Dossi Emilie Atchaka du CADD Bénin, de Majdouline Benkhraba (ATTAC-CADTM Maroc) et enfin de Bouchra Tounzi (militante féministe adhérente d'ATTAC-CADTM Maroc).